



# Panorama

Bulletin d'Information de l'Ambassade des États-Unis au Sénégal

## Le Corps de la Paix américain organise un tournoi de football pour les talibés



L'ambassadeur Lewis Lukens donne le coup d'envoi du tournoi.

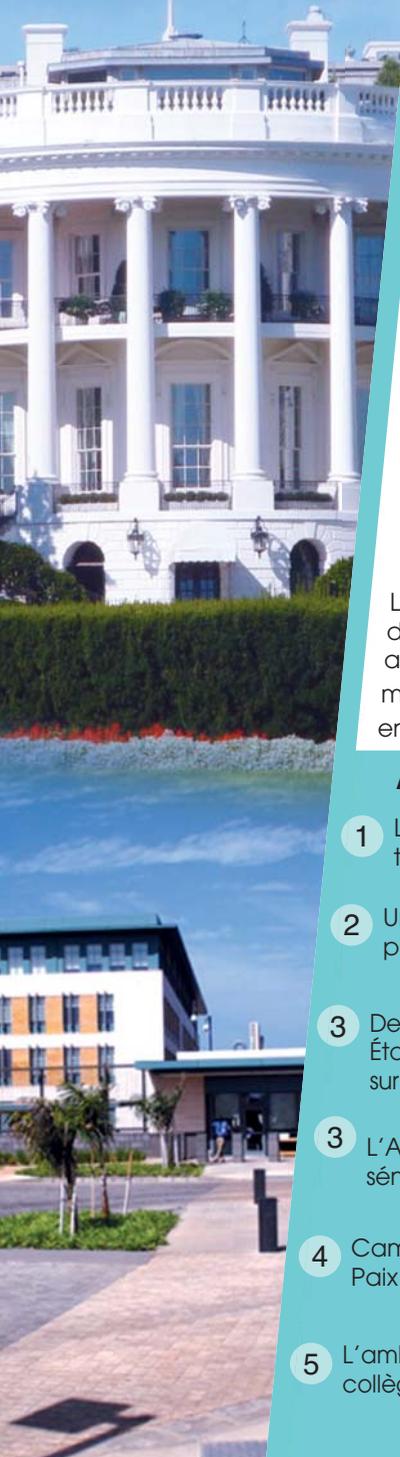
La ville de Saint-Louis a abrité du 10 au 11 avril 2014 un tournoi de football qui a regroupé des daaras et des équipes locales. Organisée par l'association Taliberté et le Corps de la Paix américain, cette manifestation met l'accent sur les activités sportives et éducatives afin de maintenir et de travailler à la mixité des couches sociales parmi les jeunes et surtout avec les enfants talibés.

### Actualités

- 1 Le Corps de la Paix américain organise un tournoi de football pour les talibés
- 2 Un nouveau projet de l'USAID soutient les processus démocratiques
- 3 Des universitaires et une parlementaire aux États-Unis pour partager l'expérience américaine sur les défis actuels de l'enseignement supérieur
- 3 L'Ambassade remet du matériel au contingent sénégalais des Nations Unies au Mali
- 4 Camps de Jeunes Filles du Corps de la Paix pour le développement du genre
- 5 L'ambassadeur des États-Unis inaugure le collège d'enseignement moyen de Ngourane
- 6 Mise en place d'une unité moderne de transformation de poisson au Sénégal pour contribuer à la sécurité alimentaire
- 7 Journée mondiale de la liberté de la presse: Médias et Environnement
- 8 Pour les États-Unis, la liberté de la presse est un droit de l'homme et un impératif moral
- 9 Liberté de la presse : un défi que des millions de personnes sont prêtes à relever
- 10 Éthique du journalisme : une approche pragmatique
- 12 Quoi de neuf

### FOCUS

- 7 La liberté de la presse





*Une volontaire du Corps de la paix montre à un talibé la culture de menthe.*

En marge du tournoi de football, vingt-cinq volontaires du Corps de la Paix, venus d'un peu partout du Sénégal, ont tenu des stands sur différents thèmes: écriture de nom pour promouvoir l'éducation, peintures faciales pour amuser les enfants, activités culturelles, micro-culture de menthe et lavage approprié des mains et nutrition pour promouvoir des conditions de vie saines.

Le coup d'envoi du tournoi de football a été donné par l'ambassadeur des États-Unis, Son Excellence Monsieur Lewis Lukens. Au total ce sont 12 équipes (10 daaras, 2 écoles de football, un club d'arts martiaux, une ASC, une équipe de volontaires du Corps de la Paix américain et une équipe composée d'éducateurs) qui étaient en concurrence pour gagner des trophées. L'école de football locale a remporté la finale face au daara Thierno Malick Ndiaye.

Comme l'a souligné le responsable de l'association Taliberté, cette compétition vise à promouvoir l'intégration des talibés par le sport. Et au-delà de ces aspects festifs, cette manifestation a permis à plus de 150 talibés d'avoir des moments de joie, hors de la rue. L'ambassadeur a exprimé tout son émerveillement de voir ces enfants, qui passent normalement leurs journées à mendier dans les rues de Saint-Louis, se comporter comme des enfants qu'ils sont. «J'ai vu tant de joie sur leurs visages pendant qu'ils couraient, s'adonnaient à des jeux et jouaient des matchs de football pleins d'entrain! L'événement m'a, encore une fois, révélé le fait que les jeunes enfants doivent être à l'école, et non dans les rues à mendier». Plus de photos à <http://ow.ly/w9klz>. Vous pouvez également regarder une vidéo de l'événement à <http://ow.ly/w9ko0>

## Un nouveau projet de l'USAID soutient les processus démocratiques

Suite au succès enregistré dans la tenue des élections de 2012, le Sénégal a montré une fois de plus qu'il a une démocratie qui fait de lui l'un des pays les plus stables d'Afrique.

Cet ancrage dans les valeurs de la gouvernance démocratique est une particularité acquise grâce à la libéralisation de sa vie politique, mais également grâce à une société civile engagée dans la promotion de la bonne gouvernance.

Partenaire stratégique dans la construction du processus démocratique lors des élections, le gouvernement américain à travers l'USAID a voulu perpétuer son soutien à travers ce Programme d'Accompagnement Parlementaire et d'Engagement Citoyen, ou PACE en anglais.

«Le projet PACE aidera la société civile et l'Assemblée Nationale à avoir une meilleure compréhension des rôles et responsabilités de chacun dans une démocratie forte» a dit l'ambassadeur Lewis Lukens lors de la cérémonie de lancement du projet. PACE visera également à former des partenariats stratégiques en vue de la réalisation de ces objectifs communs.

Financé à hauteur de 1 600 000 dollars, le programme est mis en œuvre par un consortium d'organisations de la société civile sous la coordination de l'ONG 3D. Les partenaires d'exécution liés à ce programme sont Gorée Institute, Counterpart International, ANAFA, le Mouvement Y en a Marre et le Réseau Siggil Jigéen.

L'objectif principal de ce projet est de contribuer au renforcement des capacités de l'Assemblée Nationale et d'impulser une interaction entre les députés et les citoyens. Le projet est subdivisé en deux grandes composantes: l'accompagnement parlementaire et l'engagement citoyen. Un comité de pilotage définira l'orientation politique du programme et assure la représentation du programme aux rencontres officielles.

A cet effet, une convention de partenariat a été signée avec l'Assemblée Nationale pour une collaboration étroite dans toutes les composantes du projet. Chaque partenaire d'exécution déroule des séries d'activités avec l'implication effective des parlementaires et de la société civile.



*La Compagnie Théâtrale Koc Barma a joué un sketch sur la bonne gouvernance lors d'une cérémonie de lancement du projet USAID/PACE.*

## Des universitaires et une parlementaire aux États-Unis pour partager l'expérience américaine sur les défis actuels de l'enseignement supérieur

Le département d'État accompagne le Sénégal dans le processus de réorganisation du secteur de l'enseignement supérieur au Sénégal. A cet effet, les États-Unis ont fait du renforcement des capacités du personnel administratif et académique des universités un axe prioritaire de partenariat. Dans le cadre du International Visitors Leadership Program (IVLP), trois représentants des universités de Dakar, Saint-Louis et Ziguinchor, ainsi qu'une parlementaire

dans les États de New-York, du Nevada, du Nouveau Mexique et de la Caroline du Nord.

Ce programme, spécialement organisé pour le Sénégal, a permis aux participants de partager l'expérience américaine en matière d'enseignement supérieur. Ils ont eu également l'occasion de rencontrer des responsables du secteur de l'éducation, des professeurs et des étudiants afin d'interagir et d'échanger. Leurs visites ont été axées sur les perspectives historiques et contemporaines, ainsi que sur les questions et les défis actuels auxquels sont confrontés les établissements d'enseignement supérieur.

Ils ont aussi eu l'occasion de découvrir les méthodes innovantes que certaines institutions américaines utilisent pour répondre à ces défis. Les participants à ce programme étaient Monsieur Alioune Badara Kandji, chef du département d'anglais à l'UCAD, Monsieur Mady Bathily, secrétaire général de l'université Assane Seck de Ziguinchor et rapporteur de la concertation nationale pour l'avenir de l'enseignement supérieur au Sénégal, Madame Aminata Guèye, Honorable Député à l'Assemblée Nationale, membre de la concertation nationale pour l'avenir de l'enseignement supérieur au Sénégal et le professeur Mamadou Sy, professeur agrégé de mathématiques à l'université Gaston Berger de Saint-Louis

Plus d'information sur l'IVLP à <http://exchanges.state.gov/ivlp/>.



A l'université de Howard à Washington. De gauche à droite: El Hadj Sarr, Gregory Jenkins, Tokha Diagana, Mbaye Cham, Alioune Badara Kandji, Aminata Guèye, Mady Bathily, Anthony K. Wutoh, Mohamed F. Chouikha, Mamadou SY.

membre de la Commission éducation de l'Assemblée Nationale ont séjourné aux États-Unis du 1<sup>er</sup> au 22 mars 2014.

Le groupe a visité différentes universités publiques et collèges d'enseignement technique à Washington D.C

## L'Ambassade remet du matériel au contingent sénégalais des Nations Unies au Mali

Madame Sandra Clark, Premier Conseiller de l'Ambassade des États-Unis, a co-présidé le jeudi 20 mars 2014, en compagnie du Chef d'État-major Général des Armées, la cérémonie de remise de matériel au contingent sénégalais de la mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Ce soutien s'inscrit dans le cadre du programme de formation et de coopération pour les opérations d'urgence en Afrique (ACOTA).

Le programme ACOTA a démarré en 2001 et vise à aider les pays africains à renforcer leurs capacités à participer aux missions de maintien de la paix sur le continent. Le Sénégal a été le premier partenaire africain à rejoindre ce programme. Aujourd'hui, le Sénégal est l'un des participants les plus importants et les plus appréciés de l'ACOTA. A travers ce programme, les États-Unis ont aidé à la formation de soldats, construit des installations d'entraînement à Thiès et Dodji et équipé les forces sénégalaises.

Madame Sandra Clark a tenu à exprimer sa gratitude pour les Sénégalais qui ont été tués ou blessés dans des opérations de maintien de la paix. «Nous sommes conscients que les soldats et les gendarmes sénégalais qui prennent part à ces missions risquent leur vie tous les jours. Beaucoup d'entre eux ont payé de leur vie cette volonté d'apporter la paix et la stabilité à d'autres pays. Le gouvernement des États-Unis tient à vous remercier pour votre service et votre engagement dans le cadre de cette démarche» a-t-elle souligné.

Le matériel fourni au contingent sénégalais de la MINUSMA comprend des uniformes et de l'équipement de protection individuelle pour les troupes sénégalaises. En outre, des groupes électrogènes, des instruments de vision nocturne, des camions et du matériel divers, notamment les trente-

et-un véhicules blindés de transport de troupes promis par le président Obama lors de sa visite au Sénégal l'année dernière, seront bientôt remis aux troupes sénégalaises présentes au Mali. Au total, la formation et le matériel alloués pour ce seul déploiement sont évalués à plus de quinze millions de dollars.

Madame Clark a magnifié la coopération entre le Sénégal et les États-Unis tout en soulignant que la poursuite de ce partenariat pour le renforcement des capacités de maintien de la paix constitue l'aspect le plus important de cette relation.

Courant 2014, le Sénégal abritera un exercice de maintien de la paix appelé Western Accord, dont le but est de renforcer les capacités de maintien de la paix dans la région de la CEDEAO. Le Sénégal fournira les infrastructures, la CEDEAO le commandement et le contrôle, et les États-Unis les troupes, le transport et les autres ressources logistiques.

## Camps de Jeunes Filles du Corps de la Paix pour le développement du genre

Les volontaires du Corps de la Paix, partout au Sénégal et à travers le monde, ont adopté les camps de jeunes filles comme un véritable moyen d'accomplir le développement du genre au niveau local.

Chaque région du Sénégal (sauf la région de la Casamance où il n'y a pas de volontaires) organise actuellement un camp de jeunes filles avec l'appui

Les camps varient considérablement dans leur approche pour réaliser leurs objectifs, en explorant différents thèmes et en adaptant l'expérience aux besoins de la communauté. Dans les villes conservatrices du nord comme Matam, le camp dure cinq jours et est consacré uniquement aux jeunes filles adolescentes. Par contre, dans le sud, de nombreux camps encouragent la participation des garçons, en reconnaissant que la croissance d'un pays dépend de la participation active des deux sexes.

Les camps de Tambacounda rassemblent les pères et les filles pour quatre jours très spéciales d'apprentissage et de développement personnel. Les camps de jeunes filles comprennent souvent des sessions sur la santé, le plan de carrière pour le développement professionnel, l'importance de la planification familiale, l'éducation financière, la nutrition, les droits des femmes et l'égalité des sexes, et peuvent également inclure des sessions sur le yoga, le karaté et les promenades dans la nature.

Les camps de jeunes filles sont un moyen très efficace pour les volontaires d'aborder certains sujets sensibles ou tabous, des discussions souvent très difficiles à aborder dans le cercle familial et dans la communauté.

Voir se dessiner la joie sur le visage d'un enfant lorsqu'il arrive à comprendre un jeu de société, ou voir une fille étudier un plan de carrière d'une sage-femme avec une lueur sur le visage, ou enseigner à une jeune fille les différentes parties de son corps pour la première fois, ce sont ces



*Camp de Matam 2014: la volontaire du Corps de la Paix Claire Cravero dirige une séance de brise-glace, pour que les filles apprennent à se connaître les unes les autres, avant de commencer les sessions. (Photo par le volontaire du Corps de la Paix Corey Robert Dolbear).*

des volontaires qui travaillent avec leurs partenaires locaux. A travers les camps, ils enseignent à la génération future du Sénégal le leadership, l'égalité et l'importance de l'éducation dans une atmosphère où les jeunes filles peuvent s'amuser et apprendre librement.

expériences qui restent gravées dans la mémoire des jeunes filles. Les participants en parlent toute l'année et n'oublient jamais.

Le camp le plus ancien est celui de Kédougou. Jusqu'en 2014, Kolda avait deux camps et Matam, Kédougou et Tambacounda avaient chacun leurs camps. Les camps de la région de Kaolack/Fatick

débutent en août, ceux de Thiès et Saint-Louis en septembre et Louga/Linguère en octobre. Vous pouvez soutenir les camps de vacances des jeunes filles organisés par les volontaires du Corps de la Paix, en visitant <http://peacecorpssenegal.org/donate/>, et chercher les Projets de Partenariat du Corps de la Paix qui financent les camps de jeunes filles.

## L'ambassadeur des États-Unis inaugure le collège d'enseignement moyen de Ngourane

L'ambassadeur des États-Unis, Son Excellence Monsieur Lewis Lukens, et le ministre de l'Éducation, M. Serigne Mbaye Thiam, ont procédé, le 8 avril, à l'inauguration d'un nouveau collège d'enseignement moyen construit à Ngourane par le gouvernement sénégalais avec un financement des États-Unis à travers l'Agence américaine pour le développement international (USAID)

Ce collège est le dernier d'une série de 104 collèges construits ou rénovés au cours de la dernière décennie avec l'aide de l'USAID, dans le cadre d'un programme dit de remboursement forfaitaire par lequel le Sénégal construit des établissements scolaires répondant aux normes de sécurité internationale et se fait rembourser les coûts par le Gouvernement américain.

Ce programme de remboursement forfaitaire a pour but de réaliser des constructions plus rapides, moins coûteuses et plus efficaces. Environ neuf collèges ont été construits ou rénovés chaque année dans le cadre du programme, soit 104 au total au cours des 10 dernières années.

«Il est peu de choses qui soient plus importantes pour le bien-être et la prospérité d'un enfant, d'une famille ou d'une nation que l'éducation pour tous», a déclaré l'ambassadeur des États-Unis. «Le peuple américain apporte son assistance au Sénégal pour donner à tous les enfants du pays la chance de s'inscrire dans une école et d'acquérir les aptitudes fondamentales nécessaires à un avenir prospère et productif» a-t-il ajouté.

Depuis 2004, l'USAID a fourni une assistance de 20 milliards de francs CFA pour la construction et la rénovation de collèges d'enseignement moyen et l'amélioration de la qualité de l'éducation à travers la formation des enseignants. L'USAID a également contribué à améliorer la gouvernance scolaire et a accordé des milliers de bourses d'études à des filles issues de familles démunies.

Un autre programme dans lequel les États-Unis travaillent directement en partenariat avec le Ministère de l'Éducation vise à améliorer les aptitudes en lecture et en calcul de plus de deux millions d'élèves des petites classes du cycle primaire à travers le Sénégal. Grâce à un partenariat dénommé



*Le ministre Serigne Mbaye Thiam et l'ambassadeur Lukens dévoilent la plaque de la nouvelle école.*

PALME, le Ministère forme des enseignants, dote les salles de classe de matériels de lecture et autres matériels didactiques, améliore la gouvernance scolaire et mobilise les communautés en vue d'accroître leur participation aux activités scolaires. Lors de la cérémonie d'inauguration, l'ambassadeur Lukens a salué les mesures prises par la communauté de Ngourane de créer un environnement propre et propice à l'apprentissage au sein du nouveau collège et les a encouragés à redoubler d'efforts pour en assurer l'entretien, voire l'améliorer.

«Ce collège est désormais à votre disposition. Soyez-en fiers et prenez-en soin», a déclaré l'ambassadeur, avant d'ajouter, en s'adressant aux responsables du collège et aux représentants du gouvernement, que «les États-Unis seront à vos côtés dans vos efforts visant à inculquer aux enfants du Sénégal les connaissances et les aptitudes dont ils ont besoin pour réaliser un avenir radieux, sain et productif».

## Mise en place d'une unité moderne de transformation de poisson au Sénégal pour contribuer à la sécurité alimentaire

Le Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes du Sénégal, l'USAID et des partenaires techniques ont procédé à l'inauguration d'une unité améliorée de transformation de poisson à Cayar dans le but de contribuer à la sécurité alimentaire et à la gestion durable des ressources halieutiques au Sénégal.

La mise en place de cette unité est un des résultats phares du volet «Amélioration des techniques de traitement et de conservation des produits halieutiques» du projet USAID/COMFISH. Ce volet a pour objectif d'améliorer les revenus des femmes transformatrices de Cayar et de contribuer à la sécurité alimentaire des populations locales.



*Une femme transformatrice démontre son travail à la nouvelle unité devant le ministre de la Pêche Haïdar el All et la directrice de l'USAID Mme Susan Fine.*

«Cette unité a pour vocation de soutenir une gestion durable de la pêche et contribuer à l'autonomisation de la femme et à la sécurité alimentaire au Sénégal», a déclaré Mme Susan Fine, directrice de l'USAID, lors de l'inauguration. «Elle contribuera également à la réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité des femmes transformatrices à Cayar grâce à une meilleure valorisation des produits halieutiques», a-t-elle ajouté.

Pour ce faire, cette composante du projet USAID/COMFISH s'attaque aux contraintes principales liées à la qualité et à la commercialisation du «keccax» – poissons braisés et séchés : non maîtrise des procédés et technologies de transformation, non-

respect des règles d'hygiène élémentaires, absence d'équipements adéquats, mauvaise qualité des intrants, mauvaises conditions de stockage et de conditionnement, insuffisance et inefficacité des formations et suivis, absence de traçabilité, etc.

En effet, avec la mise en place du volet «Amélioration des techniques de traitement et de conservation des produits halieutiques» à Cayar, (troisième port de pêche sur près de 200 points de débarquement que compte le Sénégal) les femmes transformatrices refusent d'acheter les juvéniles auprès des pêcheurs ou mareyeurs, ce qui contribue à la protection des ressources halieutiques, d'où leur slogan «pêcher moins, valoriser plus».

La transformation artisanale de produits halieutiques au Sénégal occupe une place très importante dans la pêche en général et artisanale en particulier. Elle absorbe 40% des débarquements piroguiers et reçoit des tonnages non négligeables de la pêche industrielle. Elle constitue un excellent levier pour contribuer à la lutte contre l'appauvrissement des populations, notamment les plus défavorisées en contribuant à la sécurité alimentaire et à la promotion de l'emploi, surtout des femmes qui dominent la filière.

Les principales techniques de transformation utilisées par les femmes sont actuellement la fermentation-séchage de petits pélagiques et le braisage-séchage de sardinelles rondes et plates. Malgré l'importance

de cette filière dans le développement socio-économique du Sénégal, les femmes demeurent sous-représentées dans les instances de gouvernance locale de la pêche, d'où l'appel lancé par la directrice du Projet USAID/COMFISH Khady Sané Diouf, à l'endroit du Ministère de la Pêche pour une meilleure représentativité des femmes dans les organes de gouvernance locale de la pêche.

Le projet USAID/COMFISH, mis en place en 2011, constitue le volet «Pêche» des initiatives de l'USAID relatives aux changements climatiques, à la conservation de la biodiversité et à son programme *Feed The Future* (Initiative alimentaire pour l'avenir).

## La liberté de la presse

Dans les sociétés démocratiques, la valeur des médias libres et actifs est inestimable. Aux États-Unis, la presse est souvent appelée le «quatrième pouvoir» par allusion à son rôle de quatrième branche officieuse du gouvernement. Lorsque la presse est libre et indépendante, elle tient le public informé et décourage le gouvernement d'abuser de son pouvoir. Dans une démocratie, les citoyens

comptent sur la presse pour dénoncer la corruption politique, rapporter les violations de droits de l'homme et faire la lumière sur les injustices commises par le gouvernement. Malheureusement, dans de nombreux pays, la presse n'est ni libre ni indépendante. L'environnement reste difficile pour les journalistes qui néanmoins, partout dans le monde, restent fidèles à la poursuite de la vérité.

## Journée mondiale de la liberté de la presse: Médias et Environnement

Le thème 2014 de la Journée mondiale de la liberté de la presse est : La liberté des médias pour un avenir meilleur : contribuer à l'agenda de développement post-2015. L'Ambassade des États-Unis à Dakar a décidé de se focaliser sur le sous-thème : Médias et Environnement. En effet, les effets du changement climatique n'appartiennent pas à un avenir lointain – ils se font ressentir dès à présent. Parce que la Terre va mal, qu'une fraction croissante de la population se rend compte de la nécessité d'agir, mais souvent ces gens ne savent pas quoi faire. L'éducation et la bonne information sont des composantes essentielles aux changements de comportement dans la société. Les médias jouent eux aussi un important et sont des moyens d'éducation efficaces.

En prélude à la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse organisée tous les ans le 3 mai, l'Ambassade a invité, le 29 avril, le Groupe Recherche Environnement Presse (GREP), la Convention des Jeunes Reporters du Sénégal (CJRS) et d'autres journalistes de différents organes de presse pour échanger sur le rôle de la presse dans la protection de l'environnement, un des éléments du Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015.

Grâce à la participation des spécialistes de l'environnement de l'USAID, les discussions ont permis de partager des connaissances, d'échanger des expériences sur la contribution des journalistes pour apporter des solutions à ces problèmes.

En effet, la presse peut jouer un rôle majeur pour faire prendre conscience des problèmes environnementaux. Elle peut s'avérer un instrument éducatif puissant dans le domaine de l'environnement.

Le journaliste doit sentir la pressante

nécessité de sensibiliser à l'environnement, le public avec lequel il est en contact quotidiennement; il peut ainsi apporter une contribution importante à l'Éducation à l'Environnement pour le grand public. Par ailleurs, le public s'informe et se forme sur les questions environnementales principalement à travers les médias. De fait, le rôle de la presse quant à la perception du public sur l'environnement est important. Les journalistes ont une responsabilité essentielle en matière d'information et de formation du grand public sur les questions environnementales. Ce qui se passe dans un pays a des effets sur les modes de subsistance d'autres personnes ailleurs, et ce que nous faisons tous maintenant pour résoudre le problème du changement climatique déterminera en grande partie le genre de planète que nous laisserons à nos enfants et aux générations futures.



Le président du GREP, M. Abdoulaye Barry, présente le journal du réseau aux membres de la mission américaine et aux membres de la presse.

Comme le président Obama l'a clairement affirmé lors de son deuxième discours d'investiture et lors de son discours sur l'état de l'Union, les États-Unis sont résolus à relever ce défi directement, œuvrant en coopération avec ses partenaires à travers le monde pour entreprendre des actions ambitieuses visant à réduire les émissions, à transformer son économie énergétique et à aider les plus vulnérables à faire face aux effets du changement climatique.

## Pour les États-Unis, la liberté de la presse est un droit de l'homme et un impératif moral

La liberté de la presse est un droit de l'homme et l'équivalent moral de l'oxygène, a déclaré Tara Sonenshine, sous-secrétaire d'État à la diplomatie et aux affaires publiques.

S'exprimant le 25 avril au Centre de la presse étrangère du département d'État lors d'une conférence parrainée par le groupe indépendant de défense des droits *Human Rights First* (les droits de l'homme d'abord), Mme Sonenshine a affirmé que la liberté de la presse, «est ce qui fait respirer toute société libre, saine, dynamique et fonctionnelle ; cette liberté est essentielle pour instaurer une société civile. Sans elle, les aspirations sont étouffées, les économies asphyxiées et les pays incapables de croître».

Mme Sonenshine a tenu ces propos en prélude au 20<sup>ème</sup> anniversaire de la Journée mondiale de la liberté de la presse, qui se tient le 3 mai. Proclamée par l'Assemblée générale des Nations unies en 1993, la Journée mondiale de la liberté de la presse vise à informer les citoyens des atteintes portées à la liberté de la presse et sert à rappeler aux gouvernements qu'ils doivent respecter leurs engagements en faveur de celle-ci.

Si l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par les Nations unies en 1948, déclare que «Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression» et «de chercher, de recevoir et de répandre les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit», la liberté des médias est sévèrement limitée dans de nombreuses régions du monde et les journalistes continuent d'être menacés ou assassinés par des gouvernements répressifs.

«Selon le Comité pour la protection des journalistes, a dit Mme Sonenshine, près de 600 journalistes ont été assassinés depuis 1992 en toute impunité». Actuellement, quelque 250 journalistes sont emprisonnés de par le monde, et en 2012, 10 journalistes ont été tués, a-t-elle ajouté.

La presse doit fournir au grand public les connaissances de base qui lui permettraient d'orienter ses choix, de contribuer à la prise de conscience de la responsabilité individuelle et collective en matière de gestion de l'environnement et de susciter son engagement dans des actions quotidiennes dans ce sens.



*Selon le Comité pour la protection des journalistes, quelque 250 journalistes sont actuellement emprisonnés de par le monde, et près de 600 ont été assassinés depuis 1992.*

«Certains gouvernements sont trop faibles pour protéger les journalistes et les médias ou trop peu disposés à le faire», a expliqué Mme Sonenshine. «De nombreux autres exploitent en leur faveur les lois relatives à la calomnie, à la diffamation ou au blasphème. Ils ont recours indûment aux lois antiterroristes pour poursuivre et emprisonner les journalistes. Ils font pression sur les organes de presse en les paralysant financièrement, les contraignant ainsi à fermer. Ils achètent ou nationalisent les médias pour supprimer les différences d'opinions. Ils filtrent ou bloquent l'accès à l'Internet. Ils détiennent, harcèlent ... ou pire encore».

Les agences de presse, la société civile et les instituts de recherche sur les politiques, les dirigeants politiques, les universitaires et les citoyens de toutes croyances et ethnies doivent appeler à la responsabilité et exiger des gouvernements qu'ils appliquent les droits de l'homme afin d'assurer la protection des journalistes, a dit Mme Sonenshine. Pour sa part, le gouvernement des États-Unis finance des programmes visant à offrir aux médias et aux journalistes les ressources nécessaires à la production de reportages de grande qualité sans avoir à craindre

de représailles. Selon Uzra Zeya, secrétaire d'État adjointe par intérim à la démocratie, aux droits de l'homme et au travail, le département d'État a fourni, depuis 2007, près de 1,1 million de dollars d'aide aux journalistes d'investigation, aux blogueurs et aux autres professionnels des médias ayant ont fait l'objet de menaces.

«Nos programmes pour la liberté de l'Internet, a affirmé Mme Zeya, soutiennent des technologies qui permettent aux journalistes citoyens et aux militants d'effectuer des rapports sur l'évolution des droits de l'homme et de se protéger contre les menaces présentes en ligne et hors ligne. Ces outils permettent aux blogueurs, qui seraient autrement coupés du reste du monde, d'accéder à l'Internet».

S'exprimant à côté de Mme Sonenshine au Centre de la presse étrangère, Mme Zeya a affirmé que Washington travaille activement, tant en public qu'en privé, pour engager les gouvernements sur le dossier de la liberté des médias. «Il s'agit, entre autres, de soulever des cas particuliers de journalistes emprisonnés, dit-elle, de revenir sur de nouvelles lois qui placent des limites sur certaines formes d'expression, et de discuter de cadres juridiques existants qui autorisent la détention de journalistes au nom de la sécurité».

«Nous tenons à rappeler aux gouvernements qu'en autorisant la liberté d'expression ils augmentent - et non diminuent - leurs chances de stabilité et de prospérité à long terme», a-t-elle expliqué.

Les États-Unis, a dit Mme Zeya, participent à des forums multilatéraux pour demander aux gouvernements de s'acquitter de leurs obligations en matière de droits de l'homme, et ils soutiennent les résolutions de l'ONU sur la liberté d'expression, telles la résolution 2012 du Conseil des droits de l'homme sur la Sécurité des journalistes et la résolution 2012 sur la Liberté de l'Internet.

Mme Sonenshine a ajouté que pour attirer l'attention du monde sur la question de la répression des médias, le département d'État s'est attaché, pendant les deux semaines qui ont précédé la Journée mondiale de la liberté de la presse, à mettre en avant sur ses pages web consacrés aux droits de l'homme certains cas individuels ayant trait à ces droits.

Pour en savoir plus, consulter *Free the Press: The Shrinking Space for Media Worldwide* (Libérez la presse : contraction de l'espace laissé aux médias dans le monde entier) sur le site du département d'État [HumanRights.gov](http://HumanRights.gov).

## Liberté de la presse : un défi que des millions de personnes sont prêtes à relever



Les journalistes et les distributeurs de *The Voice*, un journal de Rangoun, mettent chaque édition aussi vite que possible entre les mains du public maintenant que le nouveau gouvernement de Birmanie a allégé les restrictions qui limitaient la liberté de la presse depuis plusieurs années. Cette tendance est l'un des points saillants de la Journée mondiale de la liberté de la presse ce 3 mai.

Parrainée par l'UNESCO, la 20<sup>ème</sup> Journée mondiale de la liberté de la presse est célébrée comme tous les ans par des journalistes et des défenseurs de la démocratie dans le monde entier. L'année 2012 a été «très difficile pour les médias traditionnels», indiquent les Rapports du Département d'État sur les droits de l'homme dans le monde 2012, publiés en avril. Plus de 230 journalistes sont emprisonnés de par le monde en raison de leurs reportages, selon le Comité pour la protection des journalistes, un nombre record. L'*International Press Institute* (IPI) a recensé 133 journalistes tués dans l'exercice de leur profession ou en représailles pour leurs reportages en 2012, ce qui représente le nombre le plus élevé de décès depuis 1997 quand l'IPI a commencé à collecter des statistiques.

Malgré les risques, des millions de gens continuent de rejoindre les médias sociaux pour devenir des journalistes citoyens, organisant des manifestations publiques, appelant à la responsabilisation ou luttant en faveur de la tolérance et de la justice.

# Éthique du journalisme : une approche pragmatique

L'ère numérique a transformé la manière dont le contenu journalistique est créé et distribué. Avec l'ubiquité des téléphones et autres appareils portables qui peuvent connecter leurs usagers à l'Internet, la ligne de démarcation entre les consommateurs et les créateurs de contenu est devenue floue, au point parfois de s'effacer. Plus le nombre et la diversité des sources de contenu augmentent, plus les gens risquent de recevoir des informations déformées ou malhonnêtes et d'agir en conséquence.

Dans un tel environnement, les gens ont besoin d'un journalisme crédible et fiable pour comprendre leur communauté et le monde en général, et pour prendre des décisions citoyennes en toute connaissance de cause. Les journalistes adoptent et respectent des normes déontologiques qui ont pour objet d'assujettir leur travail aux valeurs de vérité, de transparence et de communauté. De la sorte, les journalistes et les organisations qui publient leurs articles gagnent la confiance du public qui reconnaît leurs compétences et leur intégrité. Mais comment un journaliste adhère-t-il aux plus hautes normes déontologiques ?

Où qu'ils se trouvent, les journalistes respectent les normes d'éthique en exprimant clairement des principes qui incarnent les valeurs fondamentales de leur métier. En voici quelques-uns :

- Chercher la vérité et la communiquer de la manière la plus complète possible.
- Obliger les puissants à rendre des comptes.
- Donner une voix à ceux qui n'en ont pas.
- Adopter la transparence dans ses pratiques journalistiques.
- Traiter ses articles avec impartialité et à fond.
- Éviter les conflits d'intérêts dans la mesure du possible et divulguer les intérêts personnels conflictuels.
- Réduire le plus possible le risque de préjudice, en particulier pour les personnes vulnérables.
- Conserver son indépendance vis-à-vis de ceux qui se serviraient de leur influence pour déformer la vérité afin de faire avancer leur propre cause.
- Placer sa loyauté envers son public avant tout autre intérêt.
- Vérifier ses informations avec vigilance et discipline.
- Créer un espace public de discussion et de critique.

Cette liste propose des principes fondamentaux à titre d'exemple, mais elle n'est pas un référentiel complet. Toutes les salles de presse et toutes les associations de journalistes doivent établir leur propre liste de principes qui guident la mission et la pratique du journalisme. Une fois ces principes clairement énoncés, la prise de décisions éthiques exigera du journaliste des qualités de leadership, l'esprit critique, la faculté de poser des questions, celle de cerner toutes les façons possibles d'aborder une situation donnée et, en fin de compte, celle de choisir la décision qui correspond le mieux à la finalité de son journalisme.

Par exemple, beaucoup de journalistes comptent sur des sources anonymes pour savoir ce qui se passe vraiment au gouvernement. Admettons qu'une source vous contacte pour vous dire qu'un élu touche des pots-de-vin de la part d'une entreprise locale et qu'en contrepartie elle se voit octroyer des marchés publics lucratifs. Pour commencer, le journaliste et ses collègues se poseraient des questions comme celles-ci :

- Suivre cette filière répond à quelle finalité journalistique ? En quoi est-ce servir les citoyens ?
- Qu'est-ce qui motive cette source à révéler une telle corruption ?
- Y a-t-il des documents publics qui pourraient corroborer cette allégation ?
- Cette source peut-elle mettre la main sur des documents ou d'autres preuves ?
- Comment devrait-on décrire la nature de cette source, ses connaissances et les raisons pour lesquelles nous allons préserver leur anonymat ?
- Où pouvons-nous trouver d'autres sources pour corroborer cette information ? Leur identité sera-t-elle révélée ?
- Quelles recherches et enquêtes pouvons-nous faire pour être sûrs d'avoir couvert tous les angles ?
- Si nous décidons de compter sur cette source, que devrions-nous faire pour la protéger contre toute répercussion négative ?

Ces questions n'excluent pas l'établissement de pratiques optimales concernant la question des sources anonymes. Certaines salles de presse établissent des lignes directrices qui encouragent un journalisme éthique. En voici des exemples :



*Kelly McBride enseigne la déontologie au Poynter Institute – une école de journalisme doublée d'un centre de stratégie médiatique à l'intention des journalistes et des personnalités dirigeantes. Cet institut dispense une formation en ligne sur son site [www.newsu.org](http://www.newsu.org) et diffuse des informations sur les médias sur son site [www.poynter.org](http://www.poynter.org).*

- Il faut généralement identifier ses sources par leur nom.
- L'anonymat représente un défi pour notre crédibilité et ne devrait être accordé que rarement, et uniquement pour des questions de grande importance.
- Si nous publions des informations fournies par une source anonyme, nous devons trouver deux autres sources pour corroborer ses dires.

Les lignes directrices de ce type peuvent se révéler très utiles. Mais comme il n'y en a aucune qui puisse couvrir tous les scénarios possibles, elles ne peuvent que compléter l'esprit critique nécessaire à la prise de décisions résolument éthiques, et non s'y substituer.

Un autre cas de figure auquel les journalistes se heurtent souvent à notre époque concerne les informations introduites sur le marché des idées, par le biais des médias sociaux par exemple, mais qui n'ont pas été vérifiées. Il pourrait s'agir d'une vidéo ou d'une photo prise à l'aide d'un téléphone portable et sujette à controverse, d'un document contenant des allégations de corruption ou d'un discours qui a fini par s'imposer. Quand les citoyens d'une communauté discutent en long et en large

des informations qui ne sont ni confirmées ni vérifiées, le journaliste doit chercher à clarifier la situation. Voici quelques questions à se poser :

- Que peut-on faire pour vérifier ou discréditer cette information ?
- Comment peut-on découvrir davantage de faits ou d'informations contextuelles qui aideraient le public à mieux comprendre la question ?
- Quelle obligation avons-nous de corriger les informations erronées introduites par d'autres ?
- Quand on prend note d'informations, comment pouvons-nous exprimer clairement notre confiance, ou notre manque de confiance, dans ces informations ?

Pour un journaliste, ce n'est pas le fait de connaître la réponse à toutes les questions qui est une source de confiance et de compétence ; c'est plutôt le fait de bien comprendre les valeurs et l'éthique du journalisme, et d'avoir les facultés intellectuelles voulues pour poser de bonnes questions qui révèlent diverses solutions possibles et de nouvelles voies qui mènent à la vérité.

Destinataire :

## Quoi de neuf



Après trois années de service comme ambassadeur des États-Unis au Sénégal et en Guinée-Bissau, Son Excellence Monsieur Lewis Lukens quitte son poste au mois de juin pour une nouvelle affectation aux États-Unis. L'Ambassadeur Lewis Lukens, membre de carrière du Senior Foreign Service, a été désigné par le président Barack Obama comme ambassadeur des États-Unis au Sénégal et en Guinée-Bissau le 11 mars 2011. Il a été confirmé unanimement par le Sénat américain le 30 juin 2011 et a prêté serment auprès du Secrétaire d'État, Mme Hillary Clinton, le 11 juillet 2011. Il a présenté ses lettres de créances au président Abdoulaye Wade le 11 août 2011. L'ambassadeur Lukens est bien connu au Sénégal pour son combat pour la cause des enfants et la protection de l'environnement et son amour pour le sport.

Panorama est aussi en version électronique. Si vous souhaitez recevoir votre magazine par email, envoyez nous un message sur la page Facebook de l'Ambassade  
Adresse: <http://www.facebook.com/usembassydakar>

**Panorama**

Directeur de la publication : Kristine MARSH

Rédacteur en chef : Oumar WATT

Composition : Ndèye Fatou WILANE

Conception - Réalisation :  POLYCHROME

Route des Almadies • BP 49 Dakar Sénégal

Tél. (221) 33 879 40 00 • Fax: (221) 33 822 23 45

<http://dakar.usembassy.gov>



**U.S. EMBASSY DAKAR**